



András István Türke - András Rác

**LA HONGRIE ET LA PESC/PESD
(POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE SÉCURITÉ
COMMUNE / POLITIQUE EUROPÉENNE DE
SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE)**

Cette analyse a été rédigée pour la revue scientifique de l'École doctorale ED-385, Dialogues Européens, à l'Université de la Sorbonne Nouvelle Paris 3

I. Le changement des cadres de la politique de sécurité

I.1. La démission de la Pacte de Varsovie, les contacts russes

Jusqu'au processus de transition commencé en 1989 les relations de défense de la politique de sécurité hongroise ont été caractérisées par la coopération au sein de la Pacte de Varsovie. La logique de cette Pacte a suivi le méthode soviétique et a transformé la politique militaire à la partie intégrante de la politique de l'État: celui-ci intégrant la planification militaire et économique dans une unité cherchait à renforcer des États membres à la mise de guerre. A cause de son adhésion et sa situation géographique, la Hongrie n'aurait pas pu éviter une guerre éventuelle entre les deux systèmes de l'alliance et ça se reflétait par la dimension et l'équipement de son armée.

En 1991 c'est la diplomatie hongroise qui a proposé « la révision totale » de la Pacte de Varsovie et à la suite du processus large de la transition et à l'effet des événements concrets plusieurs États se rallieraient à cet avis. (1, Les soucis polonais ont diminués quand l'unification allemande a commencé à se réaliser. 2, Au 13 janvier 1991 des forces spéciales russes ont défait la manifestation pour des réformes à Vilnius : il est devenu urgent de supprimer tous les bases juridiques qui permettra une telle intervention soviétique n'importe où sur la territoire de la Pacte de Varsovie.)

Après la dissuasion de la Pacte le nombre de l'effectif de l'armée hongroise entre 1990 et 1994 a diminué a peu près de 200.000 à 100.000 personnes (et à 61.000. personnes jusqu'à 1999) et un doctrine de défense concentrique a été mis en oeuvre jusqu'à la voie de l'OTAN.

A la deuxième partie des années '90 la plupart de l'élite politico-militaire russe avait l'idée de consensus que la planification globale préférant le théâtre ouest-européenne doit être remplacée par une planification basée sur les régions de sud (Transcaucasie, Asie de Midi, Extrême-Orient). En Russe – bien qu'ils restent quelques contresens face au l'élargissement de l'OTAN en Europe de l'Est et surtout dans la région baltique – des vrais acteurs politique ne comptent pas trop sur un conflit traditionnel ou d'autre type vers les Russes.

I.2 L'intégration a l'OTAN, les relations avec des États-Unis

Par contre les phénomènes de la déstabilisation du processus de transition dans l'espace, les guerres aux Balkans n'ont laissé aucun doute vers le but principal de la politique de défense et de sécurité hongroise, l'intégration à l'OTAN. La population était plus divisée dans cette question, pendant que le référendum sur l'OTAN a apporté la victoire des ouis (85,33%) le taux de participation n'était que 49,24%.

Pendant la guerre civile en Yougoslavie et le conflit à Kosovo (il y avait des conflits militaires aussi dans 3 pays voisins: 1991- en Slovénie, 1991-1995 en Croatie, 1999 en Yougoslavie, Serbie) il n'y avait pas des atrocités graves vers aucune partie.

A l'époque, la sécurité hongroise était menacée (et reste menacée même dans nos jours encore en dimension réduite) directement par l'instabilité régionale, les conflits ethniques et religieux, et par leurs escortes, par le renforcement de la migration massive et clandestine et par la criminalité organisée.

L'OTAN a créé la base militaire à Taszár pour soutenir des opérations aux Balkans – surtout par la participation américaine – ce qui a augmenté le sentiment de sécurité en Hongrie. La relation parfaite avec l'OTAN – mais surtout avec les États Unis – est primordiale pour le pays.

Il faut rajouter que la signature hongroise de la fameuse « lettre des Huits » à l'époque de l'éclat de la crise en Irak se basait sur cette raison, tandis que la réalisation de cette action de solidarité restait plutôt douteuse et méritait vraiment la critique de l'axe franco-allemande de l'UE.

Cette action s'explique par la coercition de la politique étrangère et été motivée partiellement par la critique de l'OTAN de la réalisation en bon temps des obligations hongroises. Et il semble qu'en ce qui concerne la guerre en Irak la diplomatie hongroise a un peu confondu l'accent sur l'importance de la relation avec l'OTAN et la solidarité avec les Etats-Unis – parce que, bien entendu, l'intervention en Irak n'était pas une opération de l'OTAN.

Des cassures au sein de l'OTAN et de l'UE mettent sans doute la politique étrangère hongroise dans une situation délicate. Actuellement les différents points de vues dans les États Unis n'influence pas trop la rhétorique du gouvernement Bush même plutôt l'activité immédiate. La recherche de la légitimation s'émergeait sans doutes au passé récent mais on souligne le droit de la gestion autonome. La dilemme hongroise c'est dans une telle situation dans quel profond soit le pays atlantiste et européen?

Dans les années '90 la gestion de crise „indisposée” de l'Union européenne a renforcé au fur et a mesure le point de vue général en Hongrie que les garanties de sécurité européennes, les moyens de *soft security* (adhésion dans l'UE, OSCE) s'avéraient inefficaces et a l'égard de la garantie de notre sécurité militaire c'est l'OTAN qui doit être considérée comme le facteur primaire.

Quant aux défis militaires de type de *soft security*, pas exclusivement militaires, l'UE est plutôt capable à les gérer plus efficacement grâce à la nature de ses moyens. Dans les années dernières l'activité de l'union a été significativement renforcée dans la région aux Balkans et est-européenne, c'est-à-dire aux terrains plus importants de la sécurité hongroise.

Donc la question se pose : faudrait-il modifier la politique étrangère hongroise qui semble être parfois exagérément atlantiste ? L'OTAN reste bien sur la garantie plus importante de la sécurité militaire pour Budapest (et encore plus plusieurs investissements militaires, notamment 3 radar de contrôle aérien sont sous construction par des sources de l'OTAN) mais il faut rajouter que comme la sécurité est bien entendu plus que sa nature militaire, la Hongrie cherche à participer aux ambitions de la politique de sécurité et de défense de l'Union européenne.

I.3. La situation de la politique de défense hongroise

Pendant la crise aux Balkans il paraît pendant une période courte que la Hongrie disposerait d'un rôle plus importants par rapport à sa dimension dans le processus de stabilisation de la région. Dans nos jours cette possibilité n'a pas pratiquement disparu mais s'est fortement transformée, le rôle de la base militaire à Taszár a diminué: Il est évident que d'un part la possession des bases stratégiques au Mer Noir par l'adhésion à l'OTAN de la Roumanie et de la Bulgarie et d'autre part des nouvelles missions de l'UE élargissent les frontières sud et sud-est de la zone européenne de sécurité.

La Hongrie a basé le partenariat aux fonds fixes qui excluent la possibilité d'une menace militaire. Tous nos voisins font partie de l'intégration européenne ou bien manifestent la volonté d'adhérer. C'est la raison pour laquelle des relations bilatérales sont caractérisées par la coopération à côté des divergences d'opinion inévitables existantes.

Quant aux voisins au Sud, la Croatie ne fait encore partie ni de l'OTAN ni de l'UE, mais les portes restent ouvertes devant elle dans la future proche respectant son intégration, prospérité économique et sa maturité politique. Ce n'est pas le cas en Serbie et Monténégro qui ont sans doute des réformes depuis 3 ans mais où l'intégration euro-atlantique exige une plus longue période de transition. Il paraît que des risques plus sérieux n'émergent que vers l'Ukraine, mais des relations ukraïno-hongroises sont sans problèmes depuis longtemps (1993: Traité fondamental entre les deux pays) et donc le but principale de notre voisin le plus grand c'est l'intégration euro-atlantique par contre son adhésion à l'OTAN ou à l'UE ne se réalisera pas dans une période de moyen terme.

I.4. Des menaces nouvelles, le terrorisme

Des nouvelles menaces – souvent surestimées, selon des opinions expertes – font un danger plus vraisemblable vis-à-vis d'une attaque traditionnelle. A côté des attaques traditionnelles la menace plus lourde consiste de l'enrichissement des méthodes de réalisation et des arsenaux des organes terroristes. Ça veut dire en pratique que dans cette nouvelle situation qui existe il y a quelques années des menaces et des défis concernant la Hongrie ne sont pas particulièrement différents de ceux qui influent la totalité de l'UE et de l'OTAN. Par conséquent de notre adhésion, les hongrois ne doivent pas faire face aux problèmes nouveaux mais des questions qui existent depuis longtemps doivent être interprétées par un horizon plus large.

Il nous semble quand même que la Hongrie veut gérer ce problème par la participation dans la phase de rétablissement de paix des „croisades internationales” et il n'existe pas vraiment une telle série des actions

ou bien des plans de la politique intérieure comme par exemple la mise au point de Vigipirate en France en 2003.

Selon quelques opinions, dans la lutte contre le terrorisme, les États-Unis surestiment la force militaire et l'Union européenne des résolutions non-militaires. Dans ces dernières-ci des pays plus petits disposent des meilleures possibilités. Aujourd'hui c'est presque triviale qu'au fur et à mesure les différences de la sécurité extérieure et intérieure s'estompent au XXI.e siècle, les fonction de la police et de l'armée se rapprochent. En plus à cause du rôle particulièrement important de la reconnaissance et de contre-espionnage, l'intégration des services secrets à un centre unique de défense serait indispensable. Mais ça estompera des différences entre la police et la service secrète qui lance en l'air l'idée d'une „ministère de sécurité” avec une compétence très vaste. Par contre cette conception contient plusieurs contradictions surtout dans les pays ex-communistes ou la notion fait rappeler à celle de l'État totalitaire.

La Hongrie tient compte des autres menaces potentielles comme le trafic illégale des composants ou des matières premières et des moyens de transport des armes de destruction massives, et fait attention aux risques de la migration de masse et clandestine, la criminalité organisée, le trafic de drogue et des autres risques de l'atmosphère. En tenant compte ces éléments on a mis au point des „scénarios d'application militaire” et des „niveaux d'ambitions” comme des principes de base.

Les niveaux d'ambitions des opérations nationales: la défense militaire de la patrie, l'assurance des frontières, le contrôle aérien, des devoirs protocolaires, et l'appuie des autorités civils.

La révision de la force d'armée compte aux niveaux d'ambitions des opérations étrangères sur une brigade déployable, deux avions de combat et 4 hélicoptères de combat pour des opérations militaires définies par l'article 5 et sur deux bataillons des forces pour les opérations de maintien de paix. Il ne prévoit aucune d'autre capacité aux opérations de l'Union européenne outre les capacités destinées aux missions de l'OTAN.

II. Les débats sur la réforme militaire hongroise

II.1. Les deux aspects principaux

L'origine du débat de la réforme militaire hongroise se date sur le commencement du processus de transition mais depuis 1987 ils existaient des plans de réformes notamment le Plan *Rubint* et *Gerecse*. Même dans nos jours ils restent certaines imprécisions. Le point de départ est caractérisé par des capacités militaires après le schéma russe qui représente le niveau technique des années '60 et '70, dominés par la priorité de défense de territoire. Leurs mise à jours ont été pratiquement arrêté dans les années '80. Les problèmes fondamentaux sont l'applicabilité et surtout la réaction rapide de la défense anti-aérienne.

En ce qui concerne l'état actuel de la force armée que l'armée hongroise sur la base des matériels et des armements d'origine de la Pacte de Varsovie est en fait capable à garantir le minimum de ses devoirs fondamentaux et aux domaines les plus importants l'interopérabilité avec l'OTAN est de facto garantie. Mais aux plusieurs domaines du fonctionnement elle ne répondre pas encore aux défis émanant de l'adhésion à un autre système d'alliance et aux attentes devant des armées modernes au XXI.e siècle.

Quant aux capacité d'action concrète il manque la capacité de commande - pilotage déployable a l'extérieur des frontières (C2), le réseau logistique et l'application de l'armée de l'air est fortement diminuée.

Le problème plus grave c'est que le déploiement de l'armée en étrangère dépend de la décision du parlement hongrois (sauf les missions au sein de l'OTAN, ou le gouvernement décide) qui est bien entendu considérable quant au contrôle démocratique, mais - notamment dans l'espace politique particulièrement divisé - ralentit la possibilité d'une réaction rapide. Le planning actuel de réaction rapide de l'UE se base sur un scénario „5/15”: donc la prise de décision après (à peu près) 5 jours de l'éclat d'une crise succédant le déploiement des forces dans un délai de 12-15 jours.

Il serait donc particulièrement souhaitable qu'en Hongrie les opérations étrangères sous l'autorisation de l'ONU qui attachent aux engagements internationaux soient lancées par une simple décision du gouvernement.

En ce qui concerne l'interopérabilité dans le débat sur la réforme de l'armée, la question plus importante est non seulement les coûts très élevés de sa garantie mais aussi que ça vaut vraiment le coup la modernisation des capacités anciennes ou dans les plupart des cas mieux vaut acheter des nouvelles capacités? La première réponse a décidé la modernisation et l'acquisition en même temps. Mais enfin depuis le millénaire les conséquences sont tirées que la conservation de la capacités anciennes ne sont plus rentables (p.ex. la consommation des MIG-29 est énorme) et des ressources doivent être appliquées aux achats des nouvelles capacités plus efficaces.

Et voilà la deuxième question fondamentale du débat: quelle nouvelle armée hongroise? Selon l'un des points de vues l'intégration à l'OTAN et à l'Union européenne, et la situation de la politique de défense plutôt avantageuse permettent la Hongrie qu'en profitant les avantages de la sécurité collective elle renonce à la totalité de la capacité de défense de terre. (1er prémisses : pas de menace militaire dans 10 années). En plus la Hongrie est incapable de garantir sa défense par ses ressources propres. Et c'est vraiment impossible de garder et faire jouer toutes les traditions et armes anciennes à toutes les armées.

Pour accomplir notre rôle à l'OTAN il faut nous engager à la participation aux missions de nouveau type parfois outre européenne, par des forces modernes et spéciales pour compenser l'OTAN pour la défense en cas d'une attaque éventuelle. Il faut donc souligner que la Hongrie ne distingue pas conceptuellement des missions spéciales de l'OTAN et celles de l'UE, la mise en place de ces unités suivent les normes de l'OTAN et on suppose qu'elles sont (seront) capables de jouer un rôle aussi dans les missions européennes. Selon les expertes militaires les aspects de sécurité et de défense de l'adhésion à l'UE ne fixent pas de toutes nouvelles obligations pour la Hongrie, pour l'armée hongroise bien que l'UE est évidemment une intégration complexe et parfois supranationale dont la capacité de réalisation de sa volonté vis-à-vis des États membres est qualitativement différente.

Selon des opposants malgré qu'en Europe presque tous les États pourraient renoncer à la défense territoriale traditionnelle et aux „forces de réserve” dont on a besoin, c'est encore loin aux autres terrains du monde (Corée du Sud, Taiwan, Pakistan etc.) Il reste encore douteux qu'il serait vraiment la bonne décision le renoncement à la défense de territoire, parce que la liquidation de certaines capacités est relativement facile, mais dans un cas éventuel ou il faudrait rétablir ces forces ça prendrait le temps et il est incertain qu'on en disposera suffisamment. Donc qu'est-ce qui nous resterait à faire si la situation de sécurité sera changée en Europe ou dans notre environnement et on aurait quand même besoin des forces pour la défense territoriale.

Après ce groupe des expertes le devoir plus important de l'armée hongroise devrait être la défense du pays. Étant qu'il n'est possible que des modernisations réduites, et - selon eux - la capacité ancienne pourrait être modernisée et utilisée pendant une période plus longue, il faudrait profiter de la modernisation basée sur la

renovation pour la réduction des dépenses. Mais pour des missions autonomes – entre les cadres nationaux – on aurait besoin des blindés, des véhicules blindés et l'artillerie de soutien donc des capacités que la conception ci-dessus cherche à résorber.

Les partisans de cette opinion soulignent que la réinterprétation de la notion traditionnelle de la défense nationale en Hongrie – mais en Europe aussi – veut dire dans la pratique que le pays a adapté les notions et des pratiques de la *prévention* et des principes de *l'exterritorialité de l'autorité d'alliance* pour éviter ou bien maîtriser les défis de nouveau type au XXI.e siècle. Évidemment ça apporte le risque que – dans un cas échéant – le pays négligerait le respect des principes de non-intervention et de gestion pacifique des débats entre les nations. (*A voir la référence 20.*)

Mais – selon eux qui mettent l'accent sur les principes de base de la fondation de l'OTAN – tous les États de l'OTAN et de l'UE entretiennent et développent leur force militaire pour garantir la défense collective de son propre pays et de l'alliance. Par conséquent c'est donc la partie résiduelle de l'armée qui doit être transformée à la participation équitable aux missions diverses outre l'effet de l'article 5 du Traité de l'OTAN. Alors nos buts à long terme sont les mêmes: garantir la souveraineté, l'indépendance et la territoire du pays, contribuer à la défense collective de l'Alliance, encourager le maintien de la paix internationale, renforcer la stabilité et la défense de notre région, de l'Europe et de l'espace euro-atlantique.

Ils affirment que la réforme hongroise de la force militaire est en contradiction avec la constitution de la Hongrie et avec le Traité de l'OTAN. L'article 3 du Traité de Washington présume que les Hautes Parties maintiennent et développent leur capacité individuelle et collective face à une attaque. l'Article 6. *Des Principes de la politique de défense et de sécurité de la République Hongroise* harmonisant avec le Traité de Washington et avec la constitution désambiguïse, „*La République Hongroise met sa sécurité sur deux piliers de base: sur sa propre force nationale et sur l'intégration européenne et la coopération internationale.*” La défense territoriale s'attache profondément à la Hongrie elle consiste en défense de son état souverain, de ses valeurs spirituels et matériels de sa territoire et son espace aérien. La défense territoriale ne peut pas être remplacée par la défense des intérêts universels ou bien expatriée à une distance de plusieurs milliers de kilomètres. C'est évident que la Hongrie dispose bien sur des intérêts dans les zones lointains de l'espace internationale, mais ils ne réclament pas – et ne peuvent pas réclamer – l'application de la force militaire.

II.2 Les buts de la réforme en très bref

En ce qui concerne les cadres de la politique de sécurité de la Hongrie la révision militaire se base sur une période de 10 ans dans laquelle le pays ne doit pas compter sur une menace traditionnelle. (Cette période prévue par l'OTAN: 10-20 ans.) Donc ces 10 années harmonisent de la période estimée pour l'intégration totale de l'armée hongroise vers 2013.

L'effectif prévu pour une armée professionnelle hongroise en 2006 est 40.000 personnes. (7500 officiers, 11 700 sous-officiers, 13 350 hommes de troupe, 650 étudiants, 6800 officiers publiques et fonctionnaires).

La conception considère des idées du premier groupe des experts, expliquées en détails ci-dessus. Elle préconise la participation significative aux opérations en étrangère et diminue radicalement de la „capacité blindée” (des blindés et des véhicules blindés) et veut éradiquer l'artillerie militaire de soutien. Ça veut dire que des brigades d'artillerie motorisée seront transformées aux brigades légères et on supprime la brigade d'artillerie. Le régiment de défense anti-aérienne sera réorganisé à l'armée de l'air.

La conception tient compte la forte diminution des éléments de commande non-déployable (des centres de commandes sécurisés, la transmission par câbles, etc.) Elle propose aussi l'éradication la réserve des organes militaires de terre et ignore l'effectif militaire de la force militaire et envisage en accord avec la diminution et réorganisation des troupes la restructuration des institutions qui garantissent de l'instruction. La nouvelle structure et effectif militaire entraînent la diminution très forte de la capacité de défense nationale.

„L'Allègement” des brigades d'artillerie motorisés de la force de terre et sa diminution à tiers, la réduction importante de la capacité blindée et d'artillerie, le retrait du régiment de missile à courte distance (MISTRAL) dirigent vers la suppression des troupes de terre comme une armée. Et ainsi elle deviendrait incapable à garantir même la défense nationale par des actions militaires limitées.

II.3. Conclusions

Il est incontestable que la Hongrie, comme un État petit qui possède un arsenal militaire périmé serait seule incapable à se défendre contre une attaque hypothétique (mais en réalité jamais exclue). Ce principe apporte des conclusions suivantes:

1, Il semble que la Hongrie ne sera capable que d'équiper des forces militaires sincères (soit traditionnelle, soit de caractère nouvelle) le pays est particulièrement intéressé dans la mise en place d'un réseau de défense efficace de l'Union européenne à côté des forces communes euro-atlantiques. Il ne manque pas donc la volonté a une étroite coopération au domaine de la défense et pour une force militaire de défense européenne. Il ne mérite pas encore plus des faux-débats sur la souveraineté de la défense parce qu'on a plus d'autre alternative. Et en plus la nouvelle capacité spéciale du pays, sincère, mais bien organisée et équipée, et déjà en construction, sera particulièrement bien applicable à côté des opérations de l'OTAN dans les missions de type Petersberg de l'Union européenne.

2, La renonce du développement des forces traditionnelles de défense – suivant la logique de la participation aux mission spéciales pour la défense collective – lance l'idée de la redéfinition de la dissuasion et la Hongrie n'a rien d'intérêt s'y opposer. Le problème – sans doute pas trop urgent dans son état actuel – a plusieurs fois émergé en Hongrie par rapports d'une question que le pays accepterait ou pas l'implantation des forces nucléaires sur son territoire. Le gouvernement de tous temps donnait une réponse tactique ambiguë („ça mérite une réflexion”) tant que l'opposition de tous temps s'y oppose radicalement en profitant la refuse vaste dans la population.

3, Pour des États plus petits il reste ouvert la voie de la possibilité du „passager clandestin.” Par exemple l'Autriche n'a aucun intérêt à dénoncer sa neutralité, parce qu'elle est entourée par des membres de l'OTAN, donc toutes les agressions sont excuses. (Quand même le pays fait partie depuis 1995 de PpP.) Le Danemark proclame fortement ses contresens en ce qui concerne les implications financières de la PESD/PESC, p. ex. il a refusé à participer à l'opération ARTEMIS ni militairement ni par le côté fiscale. Bien que la Hongrie se trouve dans une situation actuellement moins avantageuse il semble que dans la future tous nos pays voisins (la situation est plus complexe dans le cas ukrainien) pourraient adhérer à l'OTAN et peut être à l'UE aussi.

Donc l'exemple danois resterait ouvert devant la Hongrie notamment la renonce des coûts et des charges de la politique de sécurité et de défense commune. Si ce processus était adaptés par plusieurs États moins grands (ou bien moins riches) la désintégration se renforcerait et resterait très douteux dans ses buts, bien que cette possibilité soit un pas mal de point de chantage contre les gros contributeurs nets du budget européen pour mettre obstacle à la réduction du budget commun. Mais – *cui prodest?*

4., La possibilité existe donc devant la Hongrie de profiter de la coopération européenne au domaine de défense et réduire sa force de terre traditionnelle et de prendre l'exemple p. ex. du Pays-Bas et mettre en place un groupe de hélicoptère ou des groupes spéciaux (p. ex. un bataillon anti-chimique, technique, police militaire). La réforme hongroise de la force armée est en train de suivre cette direction. En plus le parlement hongrois a pris la décision de supprimer des troupes de lignes. (La levée de troupes n'existe plus depuis 1997 chez la garde des frontières.) Malheureusement le problème a mené vers un débat surpolitisé ignorant des raisons professionnelles.

Le but c'est transformer l'armée précédente, spécialisée aux devoirs à une armée volontaire qui se base sur le mérite, est mobile, prêt à s'adapter, soutenable et flexible et en plus capable de même de lutter contre les groupes terroristes comme de participer à une guerre expéditionnaire considérable.

Selon le chef ancien de l'état-major „*les deux questions, la participation hongroise en Irak et la réforme de l'armée hongroise sont en corrélation. Les devoirs devant nous, l'ouverture vers des devoirs en étrangère supposent la participation plus vaste et plus active du pays ou bien de l'armée hongroise au théâtre international.*”

Par contre cette armée sera incapable de repousser une attaque traditionnelle et – selon des experts militaires – elle est peu capable à occuper ou pacifier un pays ou un territoire plus grand, parce que son effectif et son encadrement ne le permettent pas a elle.

Il reste à changer la rapidité de la prise de décision et de l'activité au point de vue du fonctionnement. Par exemple l'assistance en Turquie a déjà fini quand la Hongrie a finalement obtenu la permission à soutenir la population turque par des matériels anti-chimiques.

La raison du développement complémentaire de la force d'armée hongroise c'est que des devoirs qui doivent être d'ailleurs résolus dans le cadre de l'OTAN, notamment la défense anti-aérienne ou ceux qui coûtent particulièrement cher comme le transport stratégique, soient réalisés et garantis par la coopération avec l'OTAN, par le programme de l'Alliance. En bref la Hongrie participe aux programmes alliés conformément à sa capacité et au budget du pays. Il est possible de coopérer avec nos voisins, nouveaux membres de l'OTAN au domaine de l'armée de l'air et de protection d'air commune.

III. La participation hongroise dans les opérations de gestions de crise

III.1. Des unités spéciales et des problèmes politiques

On a déjà plusieurs fois souligné que le but principal de la réforme de l'armée hongroise c'est la participation aux crises internationales par des capacités spéciales pour assurer la substitution des capacités manquantes des alliés (capacité de construction des ponts, de purification d'eau, sanitaire, anti-chimique, d'opération spéciale). Pour compléter des capacités alliées elle suit la logique d'une structure militaire basée sur des „éléments de module” qui sont applicables aux terrains nationaux et internationaux. La réforme suppose que des modules qui manquent dans notre force armées seront assurés par l'Alliance – dans un état de guerre. A 2010 la planification prévoit 9 bataillons complets, déployables, prêts à la réaction rapide et totalement compatibles avec l'OTAN.

Pour la Défense Nationale Hongroise la participation aux contingents SFOR, IFOR et KFOR n'était pas sans difficultés mais le pays a parfaitement accompli sa mission qui a mérité la reconnaissance. Les forces

déployées se montaient à la hauteur de leur tâche, mais de l'autre côté c'est une autre question des efforts énormes à assembler, aménager et à garantir la reconstruction et l'assurance technique de ces forces.

Le gouvernement hongrois a pris la décision au 23 novembre 2004 que la Hongrie va mettre en place un groupe léger de 250 membres. Donc la contribution hongroise à un groupe commune sera 250 personnes au maximum (un escadron d'artillerie léger de 156 personnes, un groupe de soutien de 30 personnes et une section de purification d'eau de 30 personnes) mais des conciliations ne sont pas encore finies. Des groupes de combat ne forment pas une armée permanente, ils ne sont convoqués qu'en cas de besoin. La mobilisation pour un but du maintien ou du rétablissement de paix ou d'une intervention humanitaire dans les zones de crise doit être obligatoirement la suite d'un mandat de l'ONU.

C'est vrai que la Hongrie – en se préparant à l'élargissement – a proposé informellement un escadron d'artillerie motorisé (finalement à peu près la même capacité) et une section de défense anti-aérienne à la contribution du Helsinki Force Catalogue en 2003. Mais à la suite des événements, depuis qu'il apparaît que les missiles MATRA MISTRALS sont incapables à accomplir ce rôle, la proposition ci derrière commence à se plonger dans l'oubli profond.

Mais par rapport d'une opération internationale les plus grands problèmes s'émergent peut-être vers la manque totale d'un consensus de la politique interne. Pour une opération au sein de l'OTAN c'est le gouvernement qui décide – une telle décision est née au milieu des débats de la politique interne que le groupe de transport finissant sa mission va „remplacé” par un escadron de défense – mais aux opérations de l'UE c'est le parlement qui décide par la majorité.

Il nous reste encore incertain à quelles capacités spéciales („*niche capabilities*”) nous doit nous concentrer. Aux Balkans, à Chypre nos groupes techniques s'avéraient très utiles. La Hongrie a envoyé des médecins à Afghanistan et pendant des Jeux Olympiques à Athènes un laboratoire mobile de reconnaissance chimique (ce matériel est vraiment l'un des meilleurs en Europe). On a envoyé à Irak tout d'abord une unité logistique puis un escadron de défense, et il s'agissait aussi des policiers militaires. En concluant le problème fondamental c'est la manque de cohérence. Il faudrait donc prendre la décision au niveau hongrois et européen, quelle capacité hongroise mérite être développé, de quoi a-t-on besoin. Ceux qui ont rédigé cette étude sont pour les capacités techniques et celles qui s'y attachent de plus ou moins, donc des capacités sanitaires et anti-chimiques.

III.2. La participation hongroise en Afghanistan et en Irak

La participation hongroise en Afghanistan a commencé en 2001 quand le parlement hongrois a décidé à soutenir la lutte contre le terrorisme et à soutenir la traversée des forces de l'Opération „*Enduring Freedom*” contre l'Afghanistan piloté par les États-Unis. La nouvelle permission du parlement en 2002 a autorisé le passage des forces ISAF. Après la fin de l'opération militaire la Hongrie s'est attachée au maintien de paix dans le cadre de l'ISAF en aidant le Gouvernement Afghan Intérimaire. La décision parlementaire a autorisé la participation d'un contingent sanitaire de 50 personnes au maximum dont le mandat a été prolongé jusqu'à la fin de mission mené par l'OTAN, au 31 décembre 2004. En 2003 deux officiers hongrois travaillaient au haut commandement de l'ISAF III. Actuellement la Hongrie est représentée par 15 personnes dans la région de Kaboul qui sont chargées surtout par des devoirs sanitaires et en service de relais.

Participation hongroises aux missions de maintien de la paix

	Nom de la mission	Lieu de la mission	Effectif (actuel)	Remarques
1.	UNFICYP	Chypre / Nicosie	122	Maintien de paix
2.	UNOMIG	Georgie/Suhumi	7	Observation militaire
3.	UNMIK	Kosovo/Pristina	1	ONU-KFOR
4.	MINURSO	Sahara occidentale		Observation militaire
Total des missions de l'ONU	138			
5.	OSCE (Mission to Georgia)	Tbilisi	4	Observation militaire
6.	OSCE Tadjikistan	Tadjikistan	1	Observation / conseiller militaire
7.	OSCE Mission to Bosnia and Hercegovina	Sarajevo	1	Observation militaire
Total des missions du CSCE	6			
8.	EU-AU AMIS CFC /Sudan/ Darfur/ Mission d'observation	Kabkabiyah	1	Observation militaire
9.	EUROFOR	Sarajevo	6	officier d'état-major
10.	EUROFOR IPU	Sarajevo	108	MH KRK
11.	EUROFOR HUMINT CC	Sarajevo	0	Ex-AMIB
12.	MFO	Péninsule Sinaï	41	Maintien de paix (dont 15 policier)
13.	CENTCOM (Centre Allié de Coordination)	Tampa (Florida)	3	Officier
14.	OIF (MH bataillon de transport)	Koweït	0	
15.	OIF officiers d'état-major	Koweït	0	
16.	Section de garde et de sécurité	Irak	10	
Total de l'ONU, CSCE, MFO et EU-AU missions	313			
17.	MH MŰV. IR. CSOP.	Irak- Koweït	0	
18.	MH MŰV. ÖK. CSOP.	Koweït	0	
19.	NTM	Irak (Bagdad)	0	

20.	KFOR - Corps	Pristina	4	officier d'état-major, sous-officier
21.	KFOR MEL	Pristina	10	Laboratoire sanitaire
22.	KFOR ÓBZ	Pristina	248	Bataillon de garde
23.	ISAF MH KGYSZD	Kabul	130	KGYSZD/ officiers d'état-major (124/7)
24.	ISAF VI	Afghanistan	47	classifications spécifiques
25.	NATO HQ	Sarajevo	2	officier d'état-major
26.	Corps NHQS	Skopje	1	officier d'état-major
27.	NATO HQ Corps	Albanie (Tirana)	2	officier d'état-major, + adj.
28.	NATO ÓBZ	Skopje	40	NATO HQ (surveillance)
Total des missions de l'OTAN	484			
Total des missions	797			

Créé par A.I. Türke, Source: <http://www.honvedelem.hu>

Au 25 avril 2003 le gouvernement des États Unis s'est adressé au gouvernement de la République Hongroise en demandant sa participation dans la réorganisation en Irak. Mais en ce moment-la il manquait l'autorisation internationale au déploiement d'un groupe militaire hongrois en Irak. Finalement le Conseil de Sécurité de l'ONU dans sa décision 1483, au 22 mai 2003 a légalisé a posteriori le statu quo. La Hongrie a basé son intervention sur ce fond juridique. Au 2 juin 2003 le parlement a contribué aux opérations humanitaires et de stabilisation par un contingent de 300 personnes, équipé par des moyens techniques, des armes et des matériels suffisants.

Après la décision du parlement, la Hongrie a signé la Déclaration de l'Accord pour la participation aux Forces Iraquiennes pour la Stabilité (Stabilisation Force in Iraq, SFIR). L'escadron hongrois de transport a rempli sa fonction dans la Zone de Coordination Centrale-Sud. Le commandant du Commandement de la Division Multinationale était le major général Mieczyslaw Bieniek. La division se compose de 26 nations et de 9000 personnes. L'escadron hongrois était le responsable d'assurer le transport des aides humanitaires pour la population civile. Le mandat du contingent pour la période après le 31 décembre 2004 n'a pas été prolongé par le parlement hongrois après des longs débats parfois sans base professionnelle.

III.3. La participation hongroise dans les missions de l'Union Européenne

La Hongrie a délégué un officier et un sous-officier à la mission de CONCORDIA en Macédoine et a participé à la première opération indépendante de l'UE à l'opération ARTEMIS en RDC: chez OHQ à Paris

János Tomolya lieutenant-colonel a présidé le bureau J1 en été 2003. Dans la mission PROXIMA en FYROM 5 personnes ont représenté la Hongrie dans une mission de police militaire.

La plus récente c'est l'opération ALTHEA en Bosnie-Herzégovine: le parlement hongrois a décidé la participation de 300 soldats hongrois au maximum dans l'opération qui succède depuis le 2 décembre 2004 la mission SFOR de l'OTAN. (Dans cette mission 108 policiers militaires ont été stationnés.) L'autorisation parlementaire ne règle pas en détail la mise en oeuvre des unités, ça dépend de la décision du gouvernement. Tout d'abord ces 108 policiers ci-dessus poursuivent leurs missions sous la nouvelle direction.

Bibliographie

- Afganisztán CIMIC kézikönyve <http://www.honvedelem.hu/cikk.php?cikk=17568&next=>
- A honvédség hosszú távú fejlesztése és létszáma <http://www.honvedelem.hu/cikk.php?cikk=15495&next=>
- Deák Péter: « Haderőn kívüli feltételek és hatások a Magyar Honvédség reformjában » in: *Hadtudomány* 2004/1 (<http://zrinyi.zmne.hu/kulso/mhht/hadtudomany/>)
- Demkó Attila : A Magyar Köztársaság biztonságpolitikai környezetének változásai in: *Hadtudomány* 2004/1
- Dunay Pál: Az átmenet magyar külpolitikája. In: Gazdag Ferenc – Kiss J. László, *A magyar külpolitika a 20. században*. Tanulmányok. Bp, 2004, Zrínyi Kiadó.
- EUPOL PROXIMA <http://www.eupol-proxima.org/>
- Gazdag, Ferenc, *Az Európai Unió közös kül- és biztonságpolitikája*. Bp, 2000, Osiris kiadó.
- Gyarmati, István: « A magyar honvédség az Európa Unióban » in: *Hadtudomány* 2004/2.
- Harcesoportok az unió zászlaja alatt <http://www.honvedelem.hu/cikk.php?cikk=18446&next=>
- Irak CIMIC kézikönyve <http://www.honvedelem.hu/cikk.php?cikk=17569&next=>
- Kunos, Bálint: A haderőreform haditechnikai aspektusai in: *Hadtudomány* 2000/3 (<http://zrinyi.zmne.hu/kulso/mhht/hadtudomany/>)
- OVI / Référendum sur l'OTAN en 1997 <http://www.valasztas.hu/nep97/index.htm>
- Pekó, József: A haderőreform néhány stratégiai kérdése in: *Hadtudomány* 2004/1 (<http://zrinyi.zmne.hu/kulso/mhht/hadtudomany/>)
- Szenes Zoltán: "Magyar haderőreform és az iraki magyar szerepvállalás" <http://www.xxiszazadintezet.hu/index2.html>
- Tóth, Péter – Póti, László: A magyar kül- és biztonságpolitika új hangsúlyairól. In: Gazdag Ferenc – Kiss J., László, *A magyar külpolitika a 20. században*. Tanulmányok. Bp, 2004, Zrínyi Kiadó.
- Valki, László (ed.) : A NATO, Bp., Corvina.

Sources des images :

p. 1. Roncstemető

<https://www.szeretlekmagyarorszag.hu/wp-content/uploads/2015/02/roncstemeto1.jpg>

p. 13. Kecskeméti repülónap 2007, L-39ZO Albatros

<http://airshow.mlap.hu/html/18223815/render>

p. 10. Azerbaidjani Special Forces during military parade,

http://en.wikipedia.org/wiki/File:Special_forces_azerbaijan.png



András RÁCZ

- doctorant à l'université ELTE (Budapest)
- internship auprès de SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute)
- boursier-chercheur auprès de l'Institut Yad Vashem (Jerusalem)
- chercheur associé du CERPESC
- andrasracz99@hotmail.com



András István TÜRKE

- doctorant à la Sorbonne (Paris III)
- visiting fellow auprès de l'EUISS (Institut d'études de Sécurité de l'Union européenne, 2006)
- boursier-chercheur auprès du HIIA (Institut Hongrois des Relations Internationales)
- visiting fellow auprès de la Commission de Défense de l'AUEO (Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale)
- fondateur du CERPESC
- turkeandras@gmail.com

CERPESC REVIEW
20/03/2007

Editeurs

Europa Varietas Institute
www.europavarietas.eu

Association Objectif Europe III
– Sorbonne Nouvelle Paris III

Editeur-en-chef
András István Túrke

CERPESC - CENTRE EUROPÉEN DE RECHERCHE POUR LA PESC
European Solutions for Defence & Crisis Management
www.pesc.eu

All rights of translation, adaptation and reproduction reserved for all countries